

	INFO			
L'R				
SPA				
CCV 22				
Reçu				
le				
15 DEC. 1997				
11A				
DIRECTION				

# MINISTERE DE L'INTERIEUR

## PREFECTURE DES COTES D'ARMOR

### ARRETE

**portant autorisation d'une installation classée  
pour la protection de l'environnement**

DES COLLECTIVITES LOCALES  
ET DE L'ENVIRONNEMENT

*Le Préfet des Côtes d'Armor  
Chevalier de la Légion d'Honneur*

- VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;
- VU la loi du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour son application ;
- VU le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié, portant nomenclature des installations classées ;
- VU l'arrêté du Ministre de l'Environnement du 13 juin 1994 modifié le 29 mars 1995 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages de volailles et (ou) gibiers à plumes soumis à autorisation au titre de la protection de l'Environnement ;
- VU l'arrêté préfectoral du 1er juillet 1996 portant approbation et mise en oeuvre des programmes de résorption d'excédents d'azote d'origine organique
- VU le récépissé de déclaration du 21 novembre 1993 délivré à M. André GUERIN demeurant à MESLIN au lieu-dit «Le Vau Hya» pour l'exploitation à cette adresse d'un élevage de 18750 volailles (dindes de chair) ;
- VU la demande présentée par l'EARL du Vau Hya en vue de la reprise et de l'extension de cet élevage par la création d'un nouveau poulailler d'une capacité de 22500 Animaux Equivalents (dindes de chair), installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation ;
- VU les plans et documents annexés à cette demande ;
- VU les résultats de l'enquête publique et notamment les conclusions du Commissaire-enquêteur ;
- VU les délibérations des conseils municipaux de MESLIN (9 février 1996), QUESOY (13 février 1996), BREHAND (16 février 1996), LANDEHEN (19 février 1996)
- VU les avis des chefs de services départementaux des Affaires Sanitaires et Sociales, de l'Agriculture et de la Forêt, de la Protection Civile, et de la Direction Départementale de l'Equipeement émis respectivement les 11 avril 1996, 1er février 1996, 8 février 1996 et 10 mai 1996 ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 1er octobre 1997 prorogeant le délai d'instruction du dossier susvisé pour une période de trois mois ;
- VU les rapports de M. l'Inspecteur des Installations Classées, en date du 5 septembre 1997 ;
- VU les avis émis par le Conseil Départemental d'Hygiène les 28 février 1997 et 24 octobre 1997 ;
- VU les observations formulées par le demandeur en application de l'article 11 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 ;
- SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

REPUBLIQUE FRANCAISE  
*Liberté Egalité Fraternité*

**- ARRETE -**

**ARTICLE 1er -**

L'EARL DU VAU HYA sise à MESLIN au lieu-dit «Le Vau Hya» est autorisée à poursuivre l'exploitation à cette adresse (section ZL N° 116-129) conformément aux plans annexés à la demande, d'un élevage de 78750 Animaux Equivalents (26250 dindes de chair) comprenant :

- élevage autorisé :... 56250 Animaux Equivalents (18750 dindes de chair)
- élevage à créer :.....22500 Animaux Equivalents (7500 dindes de chair)

installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation sous réserve du respect des prescriptions édictées dans l'annexe jointe au présent arrêté et de celles définies ci-après.

**ARTICLE 2 -**

1°) l'accès à tout cours d'eau des oiseaux aquatiques de basse cour est interdit sous réserve de l'application de l'article 18 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1997 modifié ;

**2°) Prescriptions spéciales :**

- Les matériaux employés pour la construction du bâtiments devront être de catégorie M3 au minimum (c'est-à-dire moyennement inflammables).

- L'installation électrique devra être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.

- L'établissement sera doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (extincteurs pour feu sec et pour feu d'origine électrique). De plus, un tuyau d'arrosage, branché sur une conduite d'eau sous pression, sera installé à proximité d'une issue.

- Les silos, greniers et autres locaux affectés dans les exploitations agricoles, de façon permanente ou non, au stockage des produits agricoles, ou nécessaires à l'agriculture, devront répondre aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 1977.

- Compte tenu de l'importance des bâtiments d'exploitation (+ 2000 m2), il convient d'installer, à moins de 200 mètres de l'établissement : - soit un poteau d'incendie de 100 m/m conforme à la norme française NFS 61 231 capable de fournir en permanence un débit de 1000 litres/minute sous une pression dynamique de 1 bar, - soit une réserve d'eau d'une capacité comprise entre 90 et 120 m3, conformément à la circulaire ministérielle n° 465 du 10 Décembre 1951, accessible en permanence aux véhicules du service d'incendie.

- Le pétitionnaire tiendra à jour un registre des enlèvements des déjections (avec les dates, le type de déjections et le tonnage) dans lequel seront joints les justificatifs (originaux des bons d'enlèvements) pour l'année en cours. Il transmettra les originaux des bons d'enlèvements à la fin de chaque année civile au service des installations classées ainsi qu'un bilan annuel justifiant l'utilisation des déjections dans la(les) zone(s) d'épandage retenue(s). Dans l'hypothèse où le contrat de reprise ne serait pas respecté ou renouvelé par les contractants, le pétitionnaire devra fournir un autre contrat qui présente les mêmes garanties ou un autre mode de gestion des déjections conforme à la réglementation.

ARTICLE 3 -

La présente autorisation, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de trois ans ou reste inexploité pendant plus de deux années consécutives.

ARTICLE 4 -

Toute transformation dans l'état des lieux et toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet du département des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession.

ARTICLE 5 -

L'exploitant est tenu de déclarer, sans délai, à l'Inspection des Installations Classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Il devra, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le Livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

ARTICLE 6 -

Une copie du présent arrêté énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée sera affichée à la porte de la mairie de MESLIN pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'installation, par les soins de l'EARL DU VAU HYA.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de l'EARL DU VAU HYA dans deux journaux d'annonces légales du département.

ARTICLE 7 -

Le présent arrêté abroge et remplace le récépissé de déclaration du 21 septembre 1993.

ARTICLE 8 -

"Délai et voie de recours" (article 14 de la loi n° 76-663) du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée".

ARTICLE 9 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,  
Le Maire MESLIN

L'Inspecteur des Installations Classées,  
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à M. André GUERIN pour être conservée en permanence par l'exploitant et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police ainsi qu'aux maires de QUESOY, BREHAND, LANDEHEN, et POMMERET pour information.

*Pour copie certifiée conforme  
l'Attaché, Chef de Bureau*

*Christian RAYMOND*

SAINT-BRIEUC, le **11 DEC. 1997**  
LE PREFET,  
POUR LE PREFET,  
*Le Secrétaire Général,*

Signé : Jean-François PAGES